

possible, de tous les facteurs dans leur conjonction instantanée. Mais quand il s'agit de la perspective du développement pour toute une époque, il faut absolument séparer les facteurs « saillants », c'est-à-dire, avant tout, le facteur politique : (« Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme »). Une méthode d'analyse aussi arbitraire entraînait, naturellement, à considérer « en soi » les problèmes de gestion de l'économie soviétique plutôt qu'en fonction du déroulement du rapport mondial des classes.

La question que Lénine posait après la NEP : « lequel battra l'autre ? » était ainsi transposée du terrain politique — où il l'avait placée — sur le terrain strictement économique. L'accent était mis sur la nécessité d'égaliser les prix du marché mondial par la diminution des prix de revient (donc, en pratique, surtout du travail payé ou salaires). Ce qui revenait à dire que l'Etat prolétarien ne devait pas se borner à subir comme un mal inévitable une certaine exploitation de la force de travail, mais qu'il devait, par sa politique, sanctionner une exploitation plus grande encore en faisant de celle-ci l'élément déterminant du processus économique acquérant ainsi un contenu capitaliste. En fin de compte, la question n'était-elle pas ramenée dans le cadre d'un socialisme national lorsqu'on envisageait la perspective de « vaincre la production capitaliste sur le marché mondial par les produits de l'économie socialiste » (c'est-à-dire de l'U.R.S.S.) et qu'on considérait qu'il s'agissait là d'une « lutte du socialisme (!) contre le capitalisme » (?) Avec une telle perspective, il était évident que la bourgeoisie mondiale pouvait pleinement se rassurer sur le sort de son système de production.

Nous voudrions ouvrir ici une parenthèse pour essayer d'établir la véritable signification théorique et historique de deux phases capitales de la Révolution russe : le « communisme de guerre » et la NEP, la première correspondant à la tension sociale extrême de la guerre civile, la seconde, à la substitution de la lutte armée et à une situation internationale de reflux de la révolution mondiale.

Cet examen nous paraît d'autant plus nécessaire que ces deux phénomènes sociaux, indépendamment de leurs aspects contingents, peuvent fort bien réapparaître dans d'autres révolutions prolétariennes

avec une intensité et un rythme correspondant, certes, en rapport inverse au degré de développement capitaliste des pays en cause. Il importe donc de déterminer leur place exacte dans la période de transition.

Il est certain que le « communisme de guerre », version russe, ne sortit pas d'une gestion prolétarienne « normale » s'exerçant en vertu d'un programme pré-établi, mais d'une nécessité politique correspondant à une poussée irrésistible de la lutte armée des classes. La théorie dut temporairement céder la place à la nécessité d'écraser politiquement la bourgeoisie ; c'est pourquoi l'économie se subordonna au politique, mais au prix de l'effondrement de la production et des échanges. Donc, en réalité, la politique du « communisme de guerre » entra progressivement en contradiction avec toutes les prémisses théoriques développées par les bolcheviks dans leur programme de la révolution, non pas que ce programme se fût révélé erroné, mais parce que sa modération même, fruit de la « raison économique » (contrôle ouvrier, nationalisation des banques, capitalisme d'Etat encouragea la bourgeoisie à la résistance armée. Les ouvriers ripostèrent par des expropriations massives et accélérées que des décrets de nationalisation ne durent que consacrer. Lénine ne manqua pas de jeter l'alarme contre ce « radicalisme économique en prédisant qu'à cette allure le prolétariat serait vaincu. Effectivement, au printemps de 1921, les bolcheviks durent constater, non pas qu'ils étaient vaincus, mais qu'ils avaient échoué dans leur tentative bien involontaire de « prendre le socialisme d'assaut ». Le « communisme de guerre » avait été essentiellement une mobilisation coercitive de l'appareil économique en vue d'éviter la famine du prolétariat et d'assurer le ravitaillement des combattants. Ce fut surtout un « communisme » de consommation ne contenant, sous sa forme égalitaire, aucune substance socialiste. La méthode de réquisition des excédents agricoles n'avait pu qu'abaisser considérablement la production ; le nivellement des salaires avait fait s'effondrer la productivité du travail et le centralisme autoritaire et bureaucratique, imposé par les circonstances, ne fut qu'une déformation du centralisme rationnel. Quant à l'étouffement des échanges (au-

quel correspondit un épanouissement du marché clandestin) et la disparition pratique de la monnaie (paiements en nature et gratuité des services), c'étaient là des phénomènes accompagnant, au sein de la guerre civile, l'effondrement de toute vie économique proprement dite, et non pas des mesures issues d'une gestion prolétarienne tenant compte des conditions historiques. En bref, le prolétariat russe paya l'écrasement **en bloc** de son ennemi de classe d'un appauvrissement économique que la révolution triomphante, dans des pays hautement développés, aurait considérablement atténué, même si elle n'avait pas modifié profondément la signification du « communisme de guerre », en aidant la Russie à « sauter » des phases de son développement.

Les marxistes n'ont jamais nié que la guerre civile — qu'elle précédât, accompagnât ou suivit la prise du pouvoir par le prolétariat — contribuerait à abaisser temporairement le niveau économique, car ils savent maintenant jusqu'à quel degré ce niveau peut descendre pendant la guerre impérialiste. C'est ainsi que, d'une part, dans les pays retardataires, la rapide déposssession politique d'une bourgeoisie organiquement faible, fut et sera suivie d'une longue lutte désorganisatrice, si cette bourgeoisie conserve la possibilité de puiser des forces dans de larges couches sociales (en Russie, ce fut l'immense paysannerie, inculte et manquant d'expérience politique, qui les lui procura) ; d'autre part, dans les pays capitalistes développés où la bourgeoisie est politiquement et matériellement puissante, la victoire prolétarienne très probablement suivra — et non précèdera — une phase plus ou moins longue d'une guerre civile, violente, acharnée, matériellement désastreuse tandis que la phase de « communisme de guerre » consécutive à la Révolution, pourra fort bien ne pas survenir.

La NEP, considérée sous l'angle absolu, et pour autant qu'on se borne à la placer brutalement en opposition avec le « communisme de guerre », apparaît incontestablement comme marquant un recul sérieux vers le capitalisme, au travers du retour au marché « libre », à la petite production « libre », à la monnaie.

Mais ce « recul » est rétabli sur ses véritables bases si nous nous rapportons

aux considérations que nous avons émises en traitant des catégories économiques. C'est-à-dire, que nous devons caractériser la NEP (indépendamment de ses traits accentués et spécifiquement russes) comme un rétablissement de conditions « normales » d'évolution de l'économie transitoire et, pour la Russie, comme un retour au programme initial des bolcheviks, bien que la NEP se maintint bien au delà de ce programme, après le passage du « rouleau compresseur » de la guerre civile.

La NEP, dégagée de ses aspects contingents, est en somme la forme de gestion économique à laquelle devra recourir toute autre révolution prolétarienne.

Telle est la conclusion qui s'impose à ceux qui ne subordonnent pas les possibilités de gestion prolétarienne à l'anéantissement préalable de toutes les catégories et formes capitalistes (idée qui procède de l'idéalisme et non du marxisme) mais font, au contraire, découler cette gestion de la survivance inévitable, mais temporaire, de certaines servitudes bourgeoises.

Il est vrai qu'en Russie, l'adoption d'une politique économique adaptée aux conditions historiques de transition du capitalisme au communisme, se réalisa dans le plus lourd et le plus menaçant des climats sociaux, issu d'une situation internationale d'affaiblissement révolutionnaire et d'une détresse intérieure exprimée par la famine et l'épuisement total des masses ouvrières paysannes. C'est pourquoi, sous ses traits historiques et particuliers, la NEP russe dissimula sa signification générale.

Sous la pression même des événements, la NEP représenta la condition « sine qua non » du maintien de la dictature prolétarienne, qu'elle sauvegarda en effet. Pour cette raison il ne pouvait être question, de capitulation du prolétariat, lequel ne réalisa aucun compromis politique avec la bourgeoisie, mais seulement une retraite économique de nature à faciliter le rétablissement de positions de départ pour une évolution progressive de l'économie. — En réalité, la guerre des classes, en se déplaçant du terrain de la lutte armée sur celui de la lutte économique, en prenant d'autres formes, moins brutales, plus insidieuses, mais plus redoutables aussi, n'était nullement condamnée à s'atténuer, bien au contrai-